

Politiques macroéconomiques
Licence I – AES 2008-2009
Université Montesquieu-Bordeaux IV

TD n°1 : Analyse du contexte économique

Élément de correction

- 1) Quelle est la situation économique mondiale, de la zone euro et de la France ?

La crise financière aux États-Unis a entraîné les banques dans un scénario de faillites en chaîne et la bulle a éclaté là où on ne l'attendait pas ! Elle se propage depuis 2007, la période durant laquelle la croissance économique est globalement ralentie. Le taux de croissance du PIB de l'économie mondiale est de 4,8% (2007) [Tab.2] prévu avec certains ralentissements en 2008 et 2009 (4,1% et 4%, respectivement) [p.4, doc1]. La performance américaine génère 1,2% du taux de croissance en 2008 contre 2,2% en 2007, mais une petite progression prévue en 2009 par rapport à 2007 (1,5%).

Dans la zone euro, on assiste à un ralentissement en 2008, soit le taux de croissance de 2%, contre 2,6% en 2007, prévu en 2009 pour 2,2%. En France, de 2007 à 2008, le taux de croissance est en dessous de la moyenne de la zone euro (1,9% pour les deux années). La prévision est faite pour 2,3% en 2009, et en dessus de la moyenne de la zone.

Le ralentissement de l'économie mondiale en 2008 est lié à l'envolée du prix du pétrole qui répercute sur le taux d'inflation (le prix du pétrole est passé de 72,5 à 103 entre 2007 et 2008) [tab.1], et à la croissance des prix des matières premières. Aux États-Unis, le taux d'inflation est passé de 2,9 à 3,7 % en un an, et de 2,1 à 2,9 pour la zone euro [tab.1], ce qui provoque une dégradation du pouvoir d'achat, atténué ainsi l'effet lié à la hausse des salaires. Les balances courantes aux USA sont négatives, passant de -5,3 à -5 contre l'excédent de la zone euro. Soulignons que l'avantage du dollar faible permet aux États-Unis de redresser leur compétitivité en matière d'exportations en 2008 : la dévaluation du dollar 1 euro = 1,37 en 2007 et = 1,57 en 2008 [tab 1].

- 2) Quels en sont les principaux les facteurs explicatifs ?

Avec l'euro fort à la barre de 1,60 dollar, l'envolée du prix du pétrole et un environnement international dégradé, la croissance de la zone euro, et particulièrement de la France est soutenue (1,9%). L'économie française résulte du soutien de la politique budgétaire et fiscale qui a pour contrepartie une hausse des déficits (le déficit prévu pour 2,5% du PIB est passé à 3%). Ainsi, la contribution de la dépense des ménages à la croissance se maintient au taux de 1,3 et 1,2 entre 2007 et 2008, largement supérieur à celle de l'investissement (de 0,5 à 0,6) et des administrations (de 0,4 à 0,5). Toutefois, contrairement aux contributions révélées à la croissance, on observe le fort moral des entreprises, des chefs d'entreprises en raison d'une continuité des cornades étrangères, la résistance de l'environnement international malgré la crise de subprimes : *la moindre performance de l'économie américaine grignotera quelque peu la croissance mondiale, mais n'interrompt pas son dynamisme* (p.7).

L'évolution du taux d'intérêt semble favoriser les conditions de crédit, du moins au début de 2007. La baisse des taux longs obligatoires publics et surtout le regain d'inflation maintiennent le coût réel des nouveaux crédits à des niveaux bas (p.9 + tab.1). À cela s'ajoute la baisse du moral des ménages : leur perception de la situation économique est au plus basse malgré la baisse du chômage (-0,9 point) et les fortes

créations d'emplois en 2007 (290 500) (p.9). Cela est dû essentiellement à la hausse du taux d'inflation (alimenté par la hausse du prix du pétrole) qui dépasse la hausse des salaires (p.4). Plusieurs facteurs explicatifs tels que la dégradation de l'environnement international et le risque inflationniste expliquent cette baisse. Toutefois, la dégradation du moral des ménages ne se répercute pas dans leur comportement de consommation (p.9). Il faudrait ajouter également un ralentissement des ventes de l'industrie civile, résultat d'un euro fort qui entraîne une surévaluation de l'euro par rapport au dollar (p.10, doc2).

3) Quelles sont les perspectives d'évolution ?

La croissance de l'économie mondiale est prévue à 4% en 2009. Malgré la crise financière, la politique de relance des États-Unis doit permettre d'éviter une récession profonde, et le dollar ne s'appréciant pas davantage, assurant la reprise américaine (le taux de croissance est passé de 1,2 à 1,5% entre 2008 et 2009). Dans la zone euro, la sphère réelle sera peu touchée par les conséquences de la crise financière, la croissance devrait être de 2,2% en 2009 contre 2% en 2008. Pour la France, la ministre de l'Économie a prévu autour de 1% en 2009 (contre 1,2% pour la prévision du FMI) Les pays émergents conservent une dynamique de croissance soutenue malgré le ralentissement de la demande en provenance des États-Unis (p.4). En ce qui concerne les conditions de crédits, l'octroi des crédits serait prudent, mais pas rationné, il faut noter cependant qu'en Europe, ce sont les ménages les plus fragiles qui seront touchés par les restrictions de crédit.

Le ralentissement de la croissance américaine résulte de la morosité tant du côté d'offre que de demande : la dégradation du climat de confiance des ménages et des conditions de formation du revenu (p.5). La réduction du crédit aux ménages et aux entreprises américains doit avoir un effet négatif sur la richesse immobilière et la consommation des ménages en 2009. Toutefois, l'économie américaine sera soutenue par la dynamique du commerce extérieur (déficit courant passé de 5 à 4,7 de 2008 à 2009) [tab.1] et le volontarisme de la politique économique (bas taux directeur, injection de liquidité et ensemble de plans de relance).

Bien que le ralentissement de l'économie américaine puisse faire ressentir la récession de l'économie mondiale, il faudrait noter que les pays émergents ne sont plus aussi dépendants que par le passé du marché américain (p.6). La zone asiatique devrait accélérer la croissance en maintenant un rythme de 8,3 en 2009 (p.6). Pour la zone euro, la stabilité des prix suite à la baisse du prix de pétrole et la baisse du taux directeur doivent contribuer à atténuer la tension sur la consommation des ménages. Les entreprises continuent à bénéficier de la bonne situation opérationnelle et d'une rentabilité élevée malgré la crise financière actuelle. Au total, grâce aux fondamentaux solides, bien que l'euro fort et l'impulsion monétaire prévue neutre en 2009, la croissance doit être proche de son niveau potentiel de 2,2% en 2009. La France dégagera une croissance prévue pour 2,2% en 2009, proche de ses homologues européens, soutenue par la consommation des ménages et la confiance des entreprises (mais 1% prévu par le FMI, à voir). Toutefois, tout dépend également de l'environnement international : le ralentissement de la croissance américaine et sa transmission à l'ensemble des économies européennes. À cela s'ajoute le risque de la faible dynamique interne, particulièrement en ce qui concerne l'inflation (inflation proche de 3%) et la politique de rigueur en France (le dépassement du déficit à 3%).